

LAURENCE BOONE

Secrétaire d'État chargée des Affaires européennes

Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités respectifs, c'est une joie pour moi de pouvoir transmettre quelques messages aux décideurs, aux chercheurs et aux leaders d'opinion du monde entier, réunis dans le cadre de la World Policy Conference.

Cette nouvelle édition est la preuve que, malgré les crises, la communauté internationale continue de raisonner et d'agir ensemble.

Je tiens vraiment à remercier les organisateurs de cette conférence. Et en particulier son fondateur et président : Thierry de Montbrial.

Mon message pour l'ouverture de cette conférence est très simple : nous vivons une période de prolifération des crises. La guerre revient sur le sol européen, elle revient au Moyen-Orient, le Sahel est plus que jamais menacé par le terrorisme. Et sur le plan économique, le choc de la pandémie a créé les conditions d'un retour en arrière majeur dans l'histoire de la mondialisation. Et pourtant, nous n'avons d'autres choix que de coopérer.

Soyons clairs : cet impératif n'est pas tant un impératif moral qu'un impératif existentiel. Car qui peut encore dire, aujourd'hui, que le changement climatique n'est pas une menace sur notre sécurité collective ? Qui peut encore dire, à l'âge de l'intelligence artificielle générative, que l'émergence et la dissémination de nouvelles technologies par-delà les frontières n'est pas l'affaire de tous ? Enfin, qui peut croire que l'extrême pauvreté et les inégalités qui s'accroissent dans le monde ne créeront pas les conditions des conflits de demain ?

Pour toutes ces raisons, la polarisation du monde n'est pas une option. Mais soyons lucides, c'est l'immobilisme qui fait le jeu de ceux qui souhaitent voir le monde se fracturer.

Nous devons inventer une nouvelle gouvernance globale. Et vous avez un rôle à jouer, car le monde a besoin d'idées nouvelles. Les institutions internationales doivent être repensées. Le conseil de sécurité des Nations Unies s'impuissante, car il n'a pas donné de voix à ceux qui pourraient, par leur poids, participer à la sauvegarde de la sécurité collective.

La banque et le FMI n'ont pas intégré à leur juste place les économies émergentes. Le poids relatif de ces institutions dans l'économie mondiale décline par conséquent et nous perdons en capacité d'action collective.

Un système à double régime est en train de voir le jour, ce alors même que nous aurions urgemment besoin d'un nouveau partenariat entre pays développés et pays émergents et d'un choc massif de financement pour la transition énergétique.



Sur le climat, nous devons repenser notre méthodologie. La COP 28, qui sera l'occasion d'un premier bilan mondial de l'accord de Paris, nous offre l'occasion de le faire. D'abord, nous ne pouvons plus penser que l'aide publique au développement est le seul budget de l'action climatique à l'échelle des pays en développement. Davantage de pays, à commencer par les grands pays producteurs d'énergies fossiles, doivent participer au financement de cette transition.

Le secteur privé doit intervenir, car ce ne sont pas de milliards dont nous avons besoin, mais de trillions.

Ensuite, nous avons besoin de trajectoires beaucoup plus claires pour la sortie des énergies fossiles. Je l'ai dit à New Dehli et je le redirai à Dubaï : il n'y a pas de scénario crédible où l'accord de Paris soit compatible avec le développement des énergies fossiles, à commencer par le charbon.

Enfin, nous devons inventer un nouveau logiciel pour l'économie mondiale. Nous entendons beaucoup parler de de-risking. Prenons garde toutefois, là encore, à choisir la bonne méthode. Le de-risking de nos économies, ce n'est pas le retour du protectionnisme.

Le de-risking, ce sont trois choses : d'abord, c'est la multiplication des partenaires plutôt que la relocalisation généralisée dont le coût serait exorbitant. Ensuite, c'est le meilleur partage de la valeur ajoutée car si nous voulons plus de partenaires fiables, nous devons mieux partager les technologies, les emplois et les richesses à l'échelle de la planète. Enfin, le de-risking, c'est la tarification du carbone car une économie qui continue de sous-tarifier ceux qui polluent le plus est une économie qui met en risque ses propres fondations.

Sur tous ces sujets, inventer avec audace les solutions nous avons urgemment besoin. Repenser la gouvernance globale avec la même détermination que d'autres ont eue avant nous après la Seconde Guerre mondiale.

Enfin, mettez au cœur de votre réflexion l'impératif de solidarité sans laquelle il ne saurait y avoir de gouvernance globale véritablement efficace. C'est le sens du pacte de Paris pour les peuples et la planète, lancé en juin dernier avec plus de quarante chefs d'État et de gouvernement. Ce pacte repose sur un principe clair et en même temps exigeant. Nul ne devrait avoir à choisir entre la lutte contre la pauvreté et la protection de la planète.

Nous nous retrouverons, pour beaucoup d'entre vous, d'abord au Forum de Paris sur la paix, que la France accueillera à nouveau cette année, les 10 et 11 novembre. Puis à la COP 28 de Dubaï. D'ici là, je vous souhaite une excellente conférence.